

Discours

Discours d'Aurélie Filippetti, ministre de la Culture et de la Communication, prononcé lors de l'inauguration de l'exposition « Vies d'exil-1954-1962. Des Algériens en France pendant la Guerre d'Algérie »

Paris, lundi 8 octobre 2012



Contact presse

Département de l'information et de la communication

01 40 15 74 71

service-presse@culture.gouv.fr

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

www.culturecommunication.gouv.fr

Madame la Présidente, chère Mercedes Erra,
Monsieur le Président, cher Jacques Toubon,
Cher Benjamin Stora, chère Linda Amiri,
Madame Sandrine Mazetier,
Mesdames et Messieurs,

« J'aime la France comme un amoureux aime sa bien-aimée. Je l'aime pour sa beauté, pour son esprit, pour son harmonie et sa générosité. Je l'aime pour son grand amour de l'Art. Je ne crois pas qu'il y ait un pays au monde où un artiste soit accueilli, apprécié, encouragé comme en France ».

C'est ainsi que le célèbre affichiste italien Leonetto Capiello parlait, en 1932, de sa deuxième patrie. En tant que petite-fille d'immigrés italiens, c'est avec beaucoup d'émotion que je reprends, ici, à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, ses paroles à mon compte. En tant que ministre de la Culture et de la Communication, c'est avec plaisir que je vous souhaite la bienvenue à tous à l'occasion de l'ouverture de l'exposition « Vies d'exil-1954-1962. Des Algériens en France pendant la guerre d'Algérie ».

Vous le savez tous, l'immigration fait débat. Elle est régulièrement agitée pour diviser les Français. Trop souvent instrumentalisée, elle est présentée par certains comme un phénomène récent. Bien au contraire, et c'est ce qui nous réunit ici ce soir, l'immigration est une réalité historique souvent méconnue, qui fait qu'aujourd'hui un Français sur quatre a au moins un ascendant étranger.

J'ai bien conscience de la responsabilité que je porte, en tant que ministre de la Culture et de la Communication, à vous parler ce soir. Il se trouve que cette date du 8 octobre 2012 est aussi, presque jour pour jour, celle du 5e anniversaire de l'ouverture au public de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Je suis particulièrement heureuse de pouvoir à cette occasion réaffirmer l'attachement que je porte, et à travers mon Ministère, que le gouvernement, porte à cette institution unique et dont nous pouvons, et devons, être fiers.

Il y a cinq ans, c'est malheureusement dans un tout autre contexte qu'a ouvert la Cité, qui avait l'ambition de donner des « repères objectifs » sur l'histoire de l'immigration et de la sortir des débats politico-médiatiques. Bien au contraire, ce sont des cieux incléments qui ont accueillis la naissance de la Cité : polémique sur le choix d'un lieu symbolique de l'histoire coloniale, polémique sur le contrôle des flux (les fameux tests ADN), polémique enfin sur la création d'un Ministère de l'immigration et de l'identité nationale... Cette institution pourtant consensuelle tout au long de sa préfiguration, accompagnée par un réseau d'associations engagées et un comité d'histoire investi, fut ainsi le seul musée national à ne faire l'objet d'aucune inauguration officielle !

Ainsi, alors que la France, première en Europe, créait avec courage une institution nationale dont la mission était de reconnaître la place de l'immigration dans l'histoire de France et de changer les regards sur l'immigration, aucune autorité de l'Etat n'assistait à son baptême républicain. La reconnaissance se fit dans l'ombre... S'il ne s'agit pas aujourd'hui de réparer cet « abandon originel », je voudrais assurer ici l'ensemble de l'équipe de la Cité, rassemblée autour de la présidente de l'établissement, Mme Mercedes Erra, et de son directeur général M. Luc Gruson, ainsi que tous les partenaires de l'établissement, de tout mon soutien.

La Cité, avant 2007, était un projet que tous appelaient de leurs vœux. Inspirée du musée que les Etats-Unis ont créé dans les années 1990 à Ellis Island, et portée d'abord par l'association pour un musée de l'immigration créée par des historiens, la Cité a pris forme en 2001, avec un premier rapport remis à Lionel Jospin. En 2002, après le 21 avril, le Président de la République, Jacques Chirac, estima le temps venu pour la France de faire connaître et reconnaître enfin cette part de son histoire collective. Nous devons à Jacques Toubon les conclusions qui ont conduit à la création d'une institution patrimoniale où elle trouve son expression.

Car malgré des débuts difficiles, et grâce à l'engagement de ses équipes, la Cité - nous sommes ici ce soir pour en témoigner - a rempli ses objectifs, et est aujourd'hui souvent prise pour référence par nos voisins européens. Il ne m'est pas possible d'évoquer tous les artistes que la Cité - musée né sans collection - a depuis 2005 rassemblés, prouvant que l'immigration peut faire collection dans un musée national ; ni toutes les expositions produites et colloques organisés, sans susciter nulle contestation alors que les sujets n'en étaient jamais simples ; il ne m'est pas possible non plus de saluer tous les partenaires d'un réseau scientifique, institutionnel et associatif qui apporte ses ressources et son expertise à la Cité. Mais je tenais à redire combien ce que vous faites, dans ce lieu qui est tout à la fois un musée, un lieu de débats, de rencontres et d'histoires, accompagnés par des historiens aussi remarquables et incontestables que Benjamin Stora pour cette exposition, est essentiel et porteur de sens, dans un monde où la différence ne doit pas être source de conflit mais d'enrichissement, où la diversité doit être un objectif et non une contrainte, et où l'histoire particulière de chacun doit créer notre histoire à tous.

Forte de son expérience, et d'une vocation à objectiver les pages les plus complexes de l'histoire de l'immigration, la Cité ne pouvait passer à côté d'un sujet, qui, 50 ans plus tard, ne cesse de susciter silence ou au contraire violence : celui de l'immigration algérienne en France, immigration ancienne que traverse une guerre coloniale longue et meurtrière, qui aboutit en 1962 à l'indépendance de l'Algérie. Cette immigration, dans les décennies récentes, a contribué à la grandeur de notre pays, et créé des liens indélébiles entre nos deux nations.

Il est essentiel d'aborder, en 2012, cette thématique importante de l'immigration algérienne en l'observant avec pour référent la guerre d'Algérie, et, inversement, d'aborder en ce lieu, non la guerre d'Algérie en soi, mais la vie des Algériens en France pendant la guerre. Je suis heureuse de pouvoir saluer ce soir le travail remarquable de Benjamin Stora et de Linda Amiri, commissaires de l'exposition.

Benjamin Stora a consacré l'ensemble de son travail d'historien à ces moments difficiles. Il le prouve une fois encore ici : faire taire les douleurs de l'histoire, chercher à étouffer les cris meurtris du passé, refuser le courage de confronter des mémoires blessées, c'est renoncer à la possibilité d'une réconciliation.

Le musée est le lieu où se résolvent les conflits de mémoire, dit un proverbe brésilien. Certains, avec Paul Veyne, se sont interrogés sur la manière dont on écrit l'histoire. On peut aussi se pencher sur la manière dont l'histoire nous écrit. Car l'importance de l'histoire dans une société démocratique, tient précisément au fait qu'elle permet de passer outre ces conflits pour présenter des faits étayés, objectifs, parfois difficiles à admettre, mais qui nous aident, voire qui nous forcent à comprendre, et donnent enfin les mots à transmettre... quand, au moment de la guerre d'Algérie, si nombreux furent ceux qui s'emmurèrent dans le silence comme si une plaie à l'intérieur de leur gorge les empêchait de dire ce qu'ils ne pouvaient comprendre. Tant la brutalité des faits vécus par les uns et les autres obérait toute verbalisation. Mais il serait faux de penser que ces hommes étaient seuls avec leur silence. Ce n'était pas un drame individuel. Mais bien une tragédie collective. Le poids de leur silence pétrifiait la société française tout entière. Chaque famille brisée, chaque histoire non racontée, chaque souffrance, chaque incompréhension tue étouffaient notre possibilité d'être ensemble. Aujourd'hui, 50 ans après, c'est la science historique qui nous libère. Sans elle, le temps passé cicatrise mal les blessures, les fractures se ressoudent de guingois. Elle seule, l'histoire, peut rétablir des arêtes nettes, des lignes de crête, des frontières entre ce qui est, ce qui a été, et la propagande que tel ou tel a pu vouloir en faire.

Et par la qualité de son propos, par l'attention accordée à la diffusion de la recherche historique, cette exposition est exemplaire du rôle des musées d'histoire dans notre pays.

Dans cette exposition, c'est une réalité humaine que nous découvrons : des destins d'hommes, de femmes, de familles entières confrontés, loin de chez eux, à l'avenir de leur nation. Partant d'un constat qui peut sembler paradoxal : l'afflux d'Algériens en France n'a fait qu'augmenter tout au long du conflit, l'exposition nous donne à vivre cette guerre à travers les yeux de ces « invisibles », qui l'ont vécue du cœur même de la puissance coloniale que leurs concitoyens, dans leur majorité, combattaient. Ce sont ici autant d'histoires individuelles, parfois de drames personnels, algériens et français, qui rejoignent l'histoire nationale de nos deux pays, et nous pouvons être fiers qu'un musée national ait fait le choix de présenter cette exposition qui, n'en doutons pas, fera date.

Beaucoup d'objets et d'œuvres présentés dans cette exposition, et rassemblés par les deux commissaires accompagnés par Hédia Yelles-Chaouche au sein de l'équipe de la Cité, n'ont jamais été montrés au public. Ils nous racontent, entre conflits nationalistes et répression policière, le difficile quotidien des Algériens en France, qui continuent cependant de s'insérer dans la société de consommation qui se profile alors en métropole, et de vivre un exil rythmé par une vie culturelle et intellectuelle intense.

Je souhaite particulièrement saluer le travail de collecte de témoignages inédits, et remercier sincèrement les témoins, dont je crois beaucoup sont présents ici ce soir, pour leur contribution majeure à cette exposition. C'est grâce à des témoignages comme les vôtres que s'incarne l'histoire, et que se transmet une mémoire parfois difficile mais dont nous-mêmes, et les générations futures, avons tant à apprendre. Votre contribution à la fabrique de l'histoire est une pierre angulaire d'une institution comme celle-ci, qui inscrit la collecte de témoignages au cœur de son projet.

Je tiens donc à saluer tout particulièrement : Saad Abssi, Mohammed Boukhateb, Kamel Hamadi, Monique Hervo, Adolfo Kaminsky, Chérif Némiche, Mohamed Séfir, Shérazade, Abdelkader Zennaf ainsi que M. Ali Haroun, ancien ministre, qui n'est malheureusement pas avec nous ce soir. C'est grâce à vous tous, autour des commissaires, de l'équipe de la Cité, des équipes du scénographe et de tous les techniciens qui ont contribué à cette exposition, que nous sommes ici ce soir.

Nous sommes à quelques jours du 17 octobre, sombre épisode de l'histoire de France, que le Président de la République, François Hollande, avant son élection, avait souhaité commémorer l'an dernier à l'occasion d'un triste cinquantième anniversaire. Il était d'autant plus important pour moi, au nom d'un gouvernement attentif à tous les aspects de l'histoire de notre pays, d'être ici ce soir.

J'en terminerai sur une note plus gaie, en reprenant cette très belle citation de la fin de l'exposition, par laquelle le grand écrivain algérien Mohammed Dib, résume, en quelque sorte, tout à la fois les Vies d'exils qui ont donné leur titre à l'exposition, et la mission de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration :

«Malgré toutes les vicissitudes auxquelles il nous expose, l'exil nous fait en même temps moins étrangers au monde, ses chemins sont, dans la mesure où nous le voulons, les plus sûrs à nous mener vers l'Autre, notre semblable». (Mohammed Dib, L'arbre à dire)